



Le Rond-Point **des sciences humaines**

<http://www.rond-point.qc.ca>

INDÉPENDANCE DU QUÉBEC 288

LE TORCHON BRÛLE ENTRE LES SOVERAINISTES

**Quelques questions préoccupantes qui rendraient possible une vision plus claire
de l'INDÉPENDANCE**

Visites : 947 + 2 messages 2014-09-11 21:27

Source : <http://www.vigile.net/Le-torchon-brule-entre-les>

Chronique du jeudi 10 mai 2007

Un de nos collaborateurs, monsieur Gilles Verrier, de la région de la Gatineau, s'interroge sur le comportement des partisans souverainistes tant à l'intérieur des formations politiques souverainistes que des autres milieux nationalistes. Nous avons reçu son texte jeudi le 3 mai 2007. Le lendemain, le torchon brûlait entre André Boisclair et Gilles Duceppe.

Dans un tel contexte survolté, les interrogations de monsieur Verrier sont suffisamment importantes pour que les souverainistes s'inquiètent eux-mêmes de ce qu'ils croient être l'INDÉPENDANCE DU QUÉBEC. Sa réflexion sur la pensée et le comportement des souverainistes mérite notre attention. Si chacun voulait bien quitter les ornières souverainistes, il deviendrait certainement possible, enfin, d'endosser clairement l'optique indépendantiste qui ne peut trahir l'idéal de la libération collective du Québec. S'interroger comme vient de le faire notre correspondant ne pourrait qu'enrichir le MOUVEMENT dont les indépendantistes ont extrêmement besoin.

Les jeux de coulisses qui nous ramèneraient à l'époque du « renérendum », aux tensions très fortes entre Pierre-Marc Johnson et Jacques Parizeau ou à l'ère de Lucien Bouchard devraient se terminer ici. Mais il y a eu quand même le psychodrame de la démission intempestive de Bernard Landry. Malgré tout, tous ces chefs sont presque devenus des héros selon les fédéralistes. (Il ne suffit que d'un peu de temps pour que l'Empire *canadian* les réhabilite !) Or, les souverainistes doivent apprendre à penser autrement et à voir d'une manière différente. Ils doivent se guérir de la maladie du fédéralisme qui affaiblit la pensée indépendantiste de jour en jour, de semaine en semaine, d'année en année et de décennie en décennie. Un revirement de mentalité s'impose. « Comment expliquer, demande Verrier, que nous en sommes encore à ces balbutiements de stratégie politique » ?

Après 40 ans de tergiversations et d'hésitations souverainistes et 167 ans d'annexion depuis 1840, il serait normal de s'attendre de la classe politique souverainiste à des idées plus claires et une

cohérence plus évidente dans l'action. NOS HOMMES ET FEMMES POLITIQUES SOUVERAINISTES ONT UN EXAMEN DE CONSCIENCE À FAIRE PAR DELÀ LA DÉMISSION PRÉCIPITÉE D'ANDRÉ BOISCLAIR. N'y a-t-il pas des responsabilités partagées dans cette élection de Boisclair entre les responsables du parti, de ses membres et les erreurs de jugement de l'élu comme chef du PQ ? Pour se sortir de ce guêpier, les dirigeants politiques du PQ et les Louise Harel de ce monde doivent faire appel à d'autres indépendantistes que les membres de leur cénacle politique. En premier lieu, ils et elles doivent apprendre à écouter et à penser... autrement.

Le combat de coq entre Boisclair et Duceppe ressemble à certains égards à un autre combat similaire entre Parizeau et Bouchard et aussi d'une autre manière (quoique comparable) entre Lévesque et Trudeau. Ils sont tous des frères ennemis. Quant au tandem anticipé du couple Marois-Duceppe, on peut s'attendre un jour à des chicanes de ménage. Ce n'est qu'un combat de pouvoir d'où les chassés-croisés dont se régalaient les journalistes et les observateurs myopes de la scène politique québécoise. Ainsi, la démission d'André Boisclair devient un autre moment pour de nombreuses analyses politiques superficielles trop liées aux événements immédiats et aux hommes et nettement insuffisantes au plan des structures, des phénomènes primordiaux et de la longue durée historique (cf. RÉF. et l'ANNEXE).

S'il y a une leçon à tirer de tous ces événements, c'est que la direction bicéphale du MOUVEMENT indépendantiste est un lamentable échec. Quant à Gérald Larose au Conseil de la souveraineté, il devrait s'occuper de la promotion de l'indépendance plutôt que de régler des comptes avec des individus. Il donne dans l'activisme verbal tout comme Bernard Landry et autres péquistes très connus. Le MOUVEMENT a beaucoup plus besoin d'unité d'action dans les idées que des brûlots qui font la pluie et le beau temps pour satisfaire leur égo.

C'est dans cet esprit que nous vous invitons à lire avec sympathie les réflexions et le questionnement d'un indépendantiste de la première heure autour des années 1960.

Bonne lecture et bonne réflexion !

Bruno Deshaies

<http://blogscienceshumaines.blogspot.com/>

Quelques questions faciles et moins faciles sur l'indépendance

Par Gilles Verrier

Je n'ai pas de réponse ou que des éléments parcellaires de réponses à ces questions. Je sais que certains pourraient répondre aussi vite qu'une flèche peut être décochée mais les réponses habituelles je les connais. Elles demeurent insatisfaisantes. En fin de compte, je n'ai pas de réponses.

Comment expliquer que les militants du Parti Québécois aient voté pour André Boisclair il y a quelque mois et que beaucoup d'entre eux le répudie aujourd'hui avec la même vigueur et d'aussi bons arguments ?

Comment expliquer que le RIN, s'il était un parti indépendantisme, a décidé de disparaître à la faveur d'un parti qui ne l'était pas ? COMMENT EXPLIQUER QUE NOS COMPATRIOTES NATIONALISTES SOIENT SI FASCINÉS PAR LE NOMBRE, LA GROSSE ORGANISATION, ET QU'ILS PRÊTENT SI PEU D'ATTENTION À L'ORIENTATION DE CETTE ORGANISATION ?

Combien cela a-t-il coûté aux Québécois d'agir sans réflexion suffisante, mus uniquement par un sentiment bien sincère de libération nationale mais sans assises solides dans la pensée indépendantiste ?

QUELLE FOI FAUT-IL PRÊTER AUX SONDAGES QUI NOUS DISENT QUE 42% DES QUÉBÉCOIS SONT SOUVERAINISTES ? Que veut dire la souveraineté pour ces 42 % de Québécois ? En fait, combien y a-t-il de souverainistes au Québec, de souverainistes-indépendantistes ? Quelques centaines, quelques milliers ou quelques dizaines de milliers ? Les membres du Parti québécois peuvent-ils être des indépendantistes si ce parti ne l'est pas ?

S'ils sont au Parti québécois afin de faire du maraudage pour l'indépendance, comme le propose Denis Monière, à quel centre politique indépendantiste peuvent-ils se rattacher ? À qui ces militants seraient-ils fidèles ?

Si les indépendantistes doivent se mobiliser pour empêcher un détournement du Parti québécois, est-ce à dire qu'il faut retourner à l'ambiguïté originelle ou naturelle de ce parti ? Ne faudrait-il pas définir la position à partir de laquelle ce détournement appréhendé devrait être contrecarré ?

Pourquoi la réflexion, les études et la recherche sur l'indépendance sont-elles si rares et souvent méprisées alors que, en opposition, il nous presse toujours d'agir ? Mais à quoi se soldent tant d'années d'action et de militantisme finalement ?

Comment expliquer que les indépendantistes soient rébarbatifs ou indifférents à l'étude de l'indépendance alors que les fédéralistes dépensent des millions pour étudier le fédéralisme sous toutes ses

coutures, des recherches qui finissent par constituer autant de matériaux pour renforcer leur doctrine et influencer l'opinion publique ?

Comment se fait-il que des intellectuels de notre peuple et des gens connus pour réfléchir soient si peu capables d'approcher l'idée que le Parti québécois n'est pas souverainiste et qu'il ne l'a probablement jamais été ? Comment se fait-il que ces intellectuels semblent toujours éviter d'aborder ouvertement ces questions toutes simples telles que : Qu'est-ce que l'indépendance ? Quelle est la valeur de l'indépendance pour un peuple ? Qu'est-ce qu'un indépendantiste ? Qu'est-ce qui définit un mouvement ou un parti indépendantiste ? Comment faire l'indépendance ? Vaut-il la peine de se battre pour l'indépendance ? Si oui, quelle importance devrait prendre cette lutte par rapport à d'autres luttes politiques menées au Québec ? Quelle est la somme d'énergie que les indépendantistes devraient consacrer à l'indépendance ? Est-ce que le Parti québécois lutte pour l'indépendance ?

Lorsque Louis Bernard propose de faire l'indépendance à l'issue d'une élection pourquoi Bernard Landry s'y oppose-t-il immédiatement en public sans vraiment discuter la question ? Est-ce parce qu'il a déjà dit (de mémoire) « nous savons où nous voulons aller, inutile d'en discuter ».

Nestor Turcotte propose un mouvement indépendantiste. Que ferait ce mouvement dès sa fondation ? À quoi se consacrerait-il ? Encore une fois, pourquoi les Québécois indépendantistes, qui n'ont pas été capables de se réunir sous une seule bannière au cours des quarante dernières années, se réuniraient-ils à l'appel de Nestor Turcotte ? Est-ce qu'aujourd'hui cette absence d'état major et de troupes indépendantistes est attribuable à un mirage persistant et magnétisant que recréent constamment les militants du PQ qui vendent son « souverainisme » ? Ces militants seraient-ils captifs du PQ, captifs de leur rêve, captifs de leur habitude, un peu comme dans le mythe de Sisyphe, maintenus dans cet équilibre qui ne mène nulle part avec la complicité plus ou moins consciente de dirigeants qui en disent juste assez pour maintenir les contours de ce mirage vers lequel ils marchent tous ?

Qu'est-ce que la souveraineté dans l'esprit et la pratique du Parti québécois ? Est-ce une façon de faire de la politique provinciale en ayant un article à son programme qui prévoit que si un jour l'indépendance vient à l'ordre du jour, ce parti en prendra alors le crédit, ou simplement qu'il se prononcera en sa faveur ?

Qu'est-ce que la souveraineté dans l'esprit et la pratique de Québec solidaire ? Une façon de faire de la politique sociale et internationale dans un cadre provincial tout en affirmant que si éventuellement l'indépendance devient à l'ordre du jour on sera en faveur ?

Dans le cas des deux partis on mise sur l'événement extérieur, le catalyseur, les conditions gagnantes. L'indépendance se fera à la faveur d'une crise, une prise de conscience spontanée, bref une situation politique particulière, qui, à titre de peuple n'ayant jamais maîtrisé son destin, ne nous autorise pas à s'en faire les acteurs et les créateurs.

Comment se fait-il que les souverainistes se retrouvent à être les promoteurs les plus zélés de mille et un enjeux secondaires : constitution, citoyenneté, réforme du mode de scrutin, promotion du français, observatoire de la mondialisation, fusions municipales, et maîtres des arcanes de la gouvernance provinciale (autant d'enjeux compatibles avec le fédéralisme) mais si peu enclins à traiter de l'indépendance et à y consacrer l'essentiel de leurs efforts ?

Comment expliquer que les souverainistes soient incapables de constituer une organisation simplement indépendantiste, que cette incapacité existe depuis toujours, et semble se heurter, entre autres, à un désir irrésistible de se fondre dans un grand groupe dont le trait est d'être conciliant avec le fédéralisme ?

Comment se fait-il qu'après tant d'échecs, tant de sur place, les mécontents du PQ soient encore attachés à ce parti ou ne voient pas comment « agir » hors de son emprise ?

Comment se fait-il que cette sorte de légende urbaine que le Parti québécois est souverainiste n'est maintenue en vie, essentiellement, que par des militants sincères dont la ferveur ne trouve aucun écho, sinon un écho de convenance, au sein de la direction et des cadres du parti ?

Comment se fait-il que des souverainistes considérés comme sérieux, dont un ancien ministre, soient prêts à soutenir l'ADQ dans un stratagème qui conduirait à un Meech II où là le peuple se réveillerait d'un coup et l'indépendance se ferait ?

Comment expliquer que nous en sommes encore à ces balbutiements de stratégie politique, à l'issue de laquelle l'indépendance arriverait comme un phénomène spontané, de la même manière que les souris sont engendrés par la poussière ? Tout le monde le sait !

RÉFÉRENCE :

André LEFEBVRE, *La Montreal Gazette et le nationalisme canadien (1835-1842)*, Montréal, Guérin, 1970, xii + 207 p. Consulter la conclusion de chacun des chapitres 1, 2 et 3 (p. 47-48, 78-79 et 126-128).

ANNEXE

L'Académie de l'indépendance

Lutte des *Montrealers*
contre l'hégémonie appréhendée
des « French Canadians »

Document

Dans l'ouvrage cité en RÉFÉRENCE, André Lefebvre étudie les contradictions de la pensée nationaliste canadienne (française) ainsi que celles des *Montrealers* et des Britanniques. Pour nous donner le ton, l'auteur a choisi comme sous-titres à tous ses chapitres des extraits des éditoriaux de la *Montreal Gazette*. Voici quelques exemples :

- « A French Republic » (27.04.1841)
- « A foreign nation... established in the very heart of the British Colonies » (30.10.1838)
- « We will not consent » (27.09.1836)
- « A "Nationality" exclusively of French origin » (28.07.1835)
- « To be permanently connected with the Mother Country » (10.08.1840)
- « Is not the Imperial Parliament the Federal Government of the whole Empire ? » (14.02.1839)
- « A confederated union of sentiment and feeling » (16.01.1836)
- « They will not longer submit to be dictated to by a Sister Colony » (21.09.1837)
- « The leading object of the Union is to assimilate the French inhabitants » (28.11.1839)

L'histoire de l'aventure séparatiste des Canadiens débute en 1760 et elle se perpétue jusqu'à nous. Elle a connu des hauts et des bas ainsi que des vagues sporadiques. Seule l'étude de ce long MOUVEMENT pourrait nous permettre aujourd'hui de comprendre les difficultés que vivent les souverainistes issus de la tradition Louis Hyppolyte LaFontaine. Selon André Lefebvre : « L'entrée de LaFontaine dans le Conseil de Bagot [1842], c'est l'acceptation par les Canadiens de l'union des Canadas et de leur mise en minorité. (p. 202) »

Cette tradition annexionniste canadienne pèse d'un poids excessivement lourd sur la pensée politique des Québécois-Français. Par exemple, le Mouvement souveraineté-association de René Lévesque en 1967-1968 se situe carrément dans ce grand MOUVEMENT nationaliste canadien-français.

Nous prélevons dans l'étude d'André Lefebvre quelques passages qui nous permettront de mieux comprendre les premiers balbutiements de l'aventure indépendantiste des Canadiens-Français.

Bruno Deshaies
Montréal, 10 mai 2007

P.-S. Consulter André Lefebvre aux pages 1-2, 2-3, 4-5, 49, 75 et 79. NDLE. – Les références infrapaginales n'ont pas été incluses dans la publication de ces extraits.

LE NATIONALISME CANADIEN ENTRE 1835-1842

C'est toute l'histoire de l'aventure séparatiste qu'ont vécue les Canadiens entre 1760 et 1837, « la première et la plus forte des aventures de ce genre sous la domination britannique », que résume la *Montreal Gazette* lorsqu'elle décrit la période de 1791-1837 comme « the great drama that may be denominated – The Canadian's Road to National Independence ». L'ambition des chefs canadiens de « couronner le nord de l'Amérique de l'auréole d'une civilisation et d'une puissance canadienne » ne lui échappe pas : « their aims and objects being to found a French Canadian dominion, and a French Canadian nationality in America », « a French Republic in the heart of British American Provinces ». Si les Canadiens réclament « un gouvernement de majorité », « une administration canadienne de sentiments ; Canadienne d'intérêt ; Canadienne même de préjugés », la *Montreal Gazette* observe qu'ils visent « the paramount authority in the Government » : « nothing could satisfy them but the possession of the whole authority of Government, both Executive and Legislative » ; les institutions les plus libres leur répugnent, note-t-elle, « except upon the principle of predominancy as the major portion of the inhabitants ». Elle définit leur but comme étant « the simple attainment of Canadian Supremacy – the mere monopoly of a system of Government of which they already possess – not metaphorically alone, but actually – the lion's share. »

[...]

S'il est vrai que, sous l'effet de l'exaspération, l'aile radicale du parti canadien en vint à souhaiter « une séparation immédiate d'avec la mère-patrie », il est également vrai que « les Canadiens généralement ne désirent point se séparer de l'Angleterre et sont prêts à se contenter de « la régie exclusive de toutes les affaires locales » : « le Bas-Canada réclame la régie des affaires intérieures » [26 août 1835]. Mais ils savent que cette autonomie provinciale équivaldrait à « une quasi-indépendance », mais sans les charges qui accompagnent nécessairement le maintien de l'indépendance ». La *Montreal Gazette* le voit bien [...]

À n'en pas douter, c'est dans la même optique qu'un Britannique de Québec dénonce « those men whose avowed object was the separation of this Province from the Mother Country » et que les *Montrealers* fustigent « their desire to affect a separation from the Empire » [janvier 1836].

[...]

Il reste, malgré tout, que l'indépendance du Bas-Canada est le but ultime des chefs canadiens. Et, s'ils préfèrent le lent processus de « l'émancipation progressive » [8 octobre 1831] à la grande aventure de la « séparation immédiate », c'est d'abord qu'ils ne disposent pas des ressources nécessaires pour réaliser celle-ci et pour faire face aux responsabilités de l'indépendance. [...]

Tandis qu'une minorité désespérée estime qu'« une séparation immédiate d'avec la mère-patrie, c'est le seul moyen de conserver notre nationalité » [16 février 1832], Étienne Parent doute qu'un peuple de six cent mille et quelques cents âmes puisse maintenir son indépendance et sa nationalité

surtout, au voisinage d'une nation puissante et entreprenante avec laquelle il diffère en tout : le sort de la Louisiane nous fait trembler ». [...]

Au projet de République canadienne, la *Montreal Gazette*, au nom de ses compatriotes, oppose un péremptoire : « we will not consent that the Colony become a French Republic ». En cela, comme l'affirme les *Montrealers*, parce qu'il existe chez les Canadiens « a firm determination to accomplish their final purposes of the destruction of the interests and rights of the provincial inhabitants of British and Irish origin, and of the provincial connexion subsisting with the Parent State » [13 décembre 1837].

[...]

Faute de comprendre le sens de la conquête de 1760, Papineau se plaint qu'« on nous appelle étrangers. (Étrangers, dans notre pays natal !) ». Avec une belle inconscience, il déclare : « je hais ceux qui, descendants altiers des conquérants, viennent dans notre pays nous contester nos droits politiques et religieux. S'ils ne peuvent s'amalgamer avec nous, qu'ils demeurent dans leur île ! » [février 1835]. Et Étienne Parent demande ingénument : « Si les institutions, les lois, les usages du pays ne vous conviennent pas, qui vous oblige d'y rester » [24 août 1835]. Avec combien plus de raison, les Britanniques, depuis toujours, s'indignent de ce que les Canadiens considèrent « as strangers all who are not french descendants » [2 février 1807].

[...]

En fait, dans la lutte qui se livre dans le Bas-Canada, décider « which of the two races in now to be placed in the ascendant » [Rapport de Durham] importe bien davantage que « their all-pervading and irreconcilable enmity to each other » [*Ibid.*]. Et ni les Canadiens ni les Britanniques ne peuvent céder. Comme toutes les majorités, les Canadiens tentent de maîtriser le Bas-canada refusant d'accepter que la minorité joue le rôle de majorité. Cela est naturel, comme il est naturel que les Britanniques n'acceptent pas de se soumettre à la majorité. « Aucun peuple ne peut accepter passivement d'être gouverné par un autre, si juste que soit cet autre. Surtout s'il est le plus fort et le plus dynamique » [Jean-Pierre Wallot, 1960-1961]. Pour toutes les collectivités, l'adage anglais est vrai qui dit : « Good government is not substitute for self-government ».

[Répondre à cet article](#)

Vos commentaires:

- **Le torchon brûle entre les souverainistes**

10 mai 2007, par Nicolas Rodrigue

Il faut se connecter sur notre passé qui est Français et Catholique et cela depuis le baptême de Clovis. Le projet de société du mouvement indépendantiste exclu toute la francophonie hors Québec alors qu'il faudrait l'inclure. L'identité Québécoise est exclusive car elle se définit en fonction des limites du territoire du Québec. On ne peut pas construire une nouvelle race sur de la matière mais sur de l'esprit. Le territoire doit être délimité en fonction de l'âme d'une nation et non l'inverse. L'âme Québécoise est matérialiste et individualiste, elle n'est plus le reflet de son passé. L'esprit que véhicule la nation Québécoise n'est pas une continuité de l'esprit qui était véhiculé par la race Française de la Nouvelle-France, mais une rupture. La matière ne donne pas de sève à l'arbre (au pays) mais l'esprit.

- **Le retour d'une Nouvelle-France est possible.**

12 mai 2007, par Nicolas Rodrigue

Ce qui est vrai pour l'identité Québécoise est aussi vrai pour l'identité Canadienne. Il faudra alors retirer aussi le Canadien du Canadien-Français dans notre façon d'affirmer notre identité car c'est par l'unité de la Francophonie que l'indépendance d'une Nouvelle-France ce fera. Il faut se reconvertir à l'esprit qui était véhiculé en Nouvelle-France ou au moins se remettre en continuité avec ce passé et non en rupture.